

**Séance ordinaire du
jeudi 21 décembre 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le vingt et un décembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE.

**Foncier - Réfection de l'allée Jules Milhau dite "Dalle du Triangle"
Projet de convention de fonds de concours entre la Ville de Montpellier et
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise, au titre de ses compétences, des opérations qui contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants de ses communes-membres et participent au développement et à l'aménagement du territoire métropolitain.

En application des articles L. 5217-7 et L. 5215-26 du code général des collectivités territoriales, une commune peut prendre en charge une partie du financement de la réalisation d'une opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole.

L'allée Jules Milhau, appelée communément « dalle du Triangle », est un espace appartenant aux parties communes de la copropriété privée de l'immeuble du Triangle, ouvert au public sur la base d'une servitude de passage public accordée à la Ville de Montpellier par la copropriété le 10 avril 1975 dans le cadre de la vente des lots nécessaires à la réalisation de l'ancienne ZAC Michelet - Paladium.

L'allée Jules Milhau est stratégiquement positionnée et constitue le maillon principal de l'axe piétonnier urbain entre le cœur de ville historique, la place de la Comédie, et les nouveaux quartiers, notamment Antigone. Elle dessert également directement l'entrée principale du centre commercial du Polygone. Permettant

le passage de l'ordre de 100 000 piétons par jour, la dalle du Triangle n'a pas fait l'objet de travaux lourds de reprise depuis l'achèvement de l'ensemble immobilier en 1977.

La création de Montpellier Méditerranée Métropole et le transfert associé de la compétence « espace public – voirie » a entraîné de plein droit la reprise des droits et obligations de la Ville par la Métropole, tirés de la servitude de passage du 10 avril 1975. Le droit de passage piétons, opérant sur les différents niveaux des parties communes du Triangle, et le droit de passage pour les véhicules de secours et de service exclusivement dévolu au niveau 35,30 m NGF dit « Triangle Haut », sont notamment consentis moyennant l'entretien, la réfection et l'éclairage des parties grevées.

La copropriété de l'ensemble immobilier du Triangle conserve pour sa part l'ensemble des obligations liées aux travaux, à l'entretien et la gestion de tout autre espace, en ce compris toutes les sous-faces du revêtement de l'allée Jules Milhau.

La copropriété, face au constat de l'usure des dispositifs d'étanchéité de la dalle dont l'entretien lui incombe, étudie à ce jour des solutions techniques en vue de réaliser les importants travaux de reprise nécessaires. Le lancement d'une première phase d'études techniques visant cet objet est envisagé lors de l'assemblée générale extraordinaire de copropriété qui s'est réunie le 29 novembre dernier.

Par une volonté partagée des partenaires riverains de l'allée Jules Milhau de participer à un projet de requalification urbaine, tenant l'état fortement dégradé des surfaces vues et des sous-faces de l'allée, la SNC « Le Polygone », copropriétaire de l'ensemble immobilier du Polygone et spécialement intéressée par l'opération qui dessert l'entrée principale du centre commercial du Polygone dont elle est copropriétaire, a proposé à la Métropole de participer financièrement à l'opération dans la mesure où celle-ci s'engagerait à procéder aux études et travaux de réfection du revêtement de la dalle du Triangle et des accessoires qui lui incombent.

Au stade actuel des études de programmation, le montant total prévisionnel d'opération qui devrait être entièrement à la charge de la Métropole, est estimé à 2 053 752 € HT.

La SNC « Le Polygone » a proposé à la Métropole d'apporter son offre de concours financier à cette opération à hauteur de 50 %, laissant à la charge de la Métropole 1 026 876 € HT.

En complément du cofinancement de la SNC Le Polygone, accepté par délibération du conseil de Métropole le 27 novembre dernier, considérant les enjeux spécifiques de cette opération pour le centre-ville de Montpellier, il est proposé que la Ville abonde par sa propre participation ce reliquat à hauteur de 49 % du montant de 1 026 876 € HT, soit 503 169,24 € HT prévisionnels.

Le programme prévisionnel de l'opération porte principalement sur les études techniques et travaux relatifs à la réfection du revêtement de la dalle, au réaménagement des jardinières et du mobilier urbain et au cofinancement des primes d'assurances associées.

Le montant du fonds de concours à percevoir par Montpellier Méditerranée Métropole au titre de cette opération n'excèdera donc pas, en conséquence, la part de financement de la Métropole, hors cofinancement de tiers.

Le montant versé par la Ville sera réévalué en fonction du coût définitif HT de l'opération tel qu'il découlera du décompte général définitif et en respect du prorata fixé.

Le projet de convention joint détermine les modalités de versement dudit fonds de concours.

En conclusion, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le versement d'un fonds de concours de la Ville à Montpellier Méditerranée Métropole en vue de réaliser l'opération de réfection de l'allée Jules Milhau à hauteur de 49 % du reliquat d'opération à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'approuver les termes de la convention de fonds de concours entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole jointe en annexe et d'en autoriser la signature ;
- de dire que les crédits nécessaires aux dépenses seront inscrits au budget de l'exercice 2019 ;
- d'autoriser le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 22 décembre 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention de fonds de concours

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20171221-20234-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 28/12/17
Réception en Préfecture : 28/12/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.